

Le Mans, le 09 avril 2008

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DES PAYS DE LA LOIRE

Groupe de subdivisions Le Mans
Résidence Borromée
4, rue Saint Charles
72000 LE MANS

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société MÉCACHROME à Solesmes.

Mots-clés : Activité de travail mécanique des métaux.

La société MÉCACHROME a transmis le 20 juin 2006 à Monsieur le Préfet de la Sarthe une demande d'autorisation concernant la régularisation de l'exploitation d'une activité de travail des métaux sur la commune de SOLESMES.

I - Présentation synthétique du dossier du demandeur

1. Le demandeur

Raison sociale	MÉCACHROME France
Adresse	Avenue Jean Monnet- ZI des Vignes - 72300 SOLESMES
Siège social	27 avenue Eugène Casella-18700 AUBIGNY SUR NÈRE
SIRET	542 093 166 00131
Activité	Travail mécanique des métaux
Effectif	483 personnels

Situation administrative Arrêté d'autorisation du 14 mai 2001

C'est une des quatre premières entreprises françaises de mécanique générale de précision.

2. Le site d'implantation et ses caractéristiques

Le site se trouve sur la commune de Solesmes en zone d'activité industrielle, répertoriée comme telle dans le plan local d'urbanisme (PLU). Le site est desservi par l'avenue Jean Monnet. La surface du site est de 11.66 hectares dont 3.23 hectares de surface pour les bâtiments.

Dans la proximité immédiate du site, est implanté un abattoir de porcs et bovins de la société CHARAL.

Les premières habitations sont situées, à 200 m des limites de propriété.

3. Le projet et ses caractéristiques

La demande porte sur la régularisation de l'autorisation d'exploiter, sur la commune de Solesmes, d'un atelier de travail mécanique des métaux ainsi que de traitement des métaux par voie chimique.

L'établissement MÉCACHROME de Solesmes a été créé en 1989. Les activités exercées ont fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 mai 2001. Ce site produit des pièces pour les véhicules automobiles.

Les installations de production fonctionnent 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, 52 semaines par an.

L'activité d'usinage a une capacité maximale de production de 806 550 pièces par an.

Les principaux équipements de production comprennent des tours et des ébavureuses, rôdeuses, rectifieuses, etc...et des machines à laver industrielles pour le dégraissage des pièces

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage	Situation administrative *
2560.1	Travail mécanique des métaux et alliages	12 800 kW **	A	2 km	c
2565.2.a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique	47 425 l	A	1 km	b
2920.2.a	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, et comprimant des fluides ininflammables et non toxiques	1 560 kW	A	1 km	b
2940.2.b	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...),	14 kg/j	D		

* Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations dont l'exploitation a cessé

La portée de la demande concerne les installations repérées (c) et (d).

Dans le dossier accompagnant la demande d'autorisation, l'exploitant avait retenu le classement sous la rubrique 2910 pour les installations de chauffage. Or l'article 1.9 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 septembre 1997 modifié relatif aux prescriptions générales relatives aux installations de combustion relevant de la rubrique 2910 exclut les panneaux radiants du domaine d'application. Ainsi, la puissance des installations de combustion de l'établissement est de 175kW, bien inférieure au seuil de la déclaration de la rubrique 2910. Cette rubrique n'a pas été retenue par l'inspection pour le classement de l'établissement.

L'exploitant avait également retenu le classement sous la rubrique 2925 pour l'atelier de charge d'accumulateurs. Or il s'avère que la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération est de 43,2 kW. La puissance est donc inférieure au seuil de classement.

****** Dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, l'exploitant avait annoncé une puissance de 10800 kW pour la rubrique n°2560. Depuis la puissance a évolué pour atteindre 12800 kW. Cette augmentation n'est pas considérée comme notable par rapport aux renseignements fournis dans le dossier initial.

4. Prévention des risques accidentels

Les locaux abritant les installations sont équipés d'extincteurs appropriés aux risques. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés une fois par an.

L'ensemble du site sera défendu par 4 poteaux incendie totalisant un débit de 624 m³/h.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement, obturable par le personnel de MÉCACHROME, d'un volume minimum de 800 m³. Ce dernier ainsi que le fossé ou la canalisation servant au cheminement des eaux polluées doivent être étanches.

En outre l'entreprise dispose de 6 obturateurs gonflables manuels permettant d'obturer son propre réseau d'eau pluvial, d'environ 100 m³.

5. Prévention des risques chroniques et des nuisances

5.1. Prévention des rejets atmosphériques

Les émissions de poussières provenant de l'activité de meulage sont faibles (26 mg/Nm³). Elles ne nécessitent pas la mise en œuvre de captage à la source ni de rejet canalisé.

Les émissions de composés organiques volatils représentent 1133 kg/an.

Au vu des résultats de l'évaluation sanitaire, l'étude montre que les activités de l'entreprise MECACHROME ne sont pas à l'origine d'effets notables sur la santé publique.

5.1. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

L'alimentation en eau est assurée à partir du réseau communal.

La consommation annuelle est de 9 900 m³ environ en 2004 et environ 8800 m³ en 2006, dont 6900 m³ pour les usages sanitaires.

Les dispositions suivantes ont été mises en œuvre :

- Mise en place de 4 décanteurs - séparateurs à hydrocarbures
- Analyse annuelle des effluents en sortie de décanteur
- Mise en place de six obturateurs gonflables manuels
- Imperméabilisation des aires de stockage

Les eaux de type domestiques sont rejetées dans le réseau communal aboutissant à la station communale.

Les eaux industrielles ne sont pas rejetées dans un réseau, mais sont évacuées dans des installations de traitement autorisées pour accueillir ce type de déchets.

5.3. Prévention de la pollution des sols

Les stockages des produits susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols sont disposés sur des rétentions.

5.4. Production et gestion des déchets

L'activité sera génératrice d'environ 3576 t /an de déchets valorisables, et de l'ordre de 2947 t de déchets non valorisables. Environ 21 t de déchets sont mis en décharge.

5.5. Prévention des nuisances

Sur la base des mesures réalisées sur le site de Solesmes, les niveaux sonores en limite de propriété sont respectés.

Dans la zone à émergence réglementée constituée par la maison d'habitation la plus proche, dont l'ambiance sonore est très marquée par le trafic routier et l'activité de la zone d'activités, on ne constate pas d'émergence liée à l'activité de la société MECACHROME.

5.6. Evaluation des risques sanitaires

D'après les évaluations menées par l'exploitant, les activités de la société MECACHROME ne sont pas à l'origine d'effets notables sur la santé publique.

II - La consultation et l'enquête publique

1. Les avis des services

avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Sarthe ***(lettre du 19 septembre 2007)***

Le volume d'eau nécessaire aux sapeurs pompiers est estimé à 400 m³/h sur 2 heures
Le volume d'eau d'extinction à mettre en rétention doit être égal au minimum à 800 m³

avis de l'architecte des bâtiments de France

(lettre du 15 octobre 2007)

Pas d'observation particulière

avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

(lettre du 25 octobre 2007)

*Le débit des eaux pluviales vers le réseau doit respecter les préconisations de la MISE (3l/s/ha).
Aucune eau de traitement ne doit pouvoir accéder au sol même en cas de crise (incendie ou autre)*

avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

(lettre du 31 octobre 2007)

Compte tenu de la nature des activités de la SAS MECACHROME, la DDASS demande, que le dispositif de sécurité anti-retour vers le réseau d'eau public, soit en permanence en bon état de fonctionnement. Les caractéristiques de ce dispositif doivent correspondre au moins à celles d'un clapet anti-retour contrôlable, de type EA.

*La quantité de solvants utilisés annuellement est de 4000kg, dont 66% d'acétone. Ces solvants servent au nettoyage des pièces et ne sont pratiquement pas récupérés. Selon la réglementation, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20% de la quantité consommée lorsque le volume utilisé est supérieur à 2t/an. L'exploitant a recherché la substitution de l'acétone par des produits non toxiques. La DDASS demande que la SAS MECACHROME apporte une amélioration significative sur la gestion des solvants utilisés pour le nettoyage de surface.
En fonction des éléments du dossier et des observations formulées ci-dessus la DDASS émet un avis favorable.*

2. Les avis des conseils municipaux

*Conseil municipal de Solesmes : avis favorable
Conseil municipal de Courtillers : avis favorable
Conseil municipal de Vion : Aucune observation*

3. L'enquête publique

*Elle s'est déroulée du mercredi 19 septembre 2007 au vendredi 19 octobre 2007.
Aucune observation écrite n'a été portée sur le registre.*

4. Les conclusions du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable au projet de la société MECACHROME.

IV - Analyse de l'inspection des installations classées

1. Situation des installations déjà exploitées.

Les activités de la SAS MECACHROME sont autorisées par arrêté préfectoral du 14 mai 2001.

2. Inventaire des principaux textes en vigueur applicables aux installations objet de la demande

arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.
décret n° 98.360 du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites arrêté du 2 février 1998 (cité ci-dessus)
arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées.
<u>Bruit</u> : arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ; <u>Vibrations</u> : circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement.

V - Propositions de l'inspection des installations classées

L'exploitation ne rejette pas d'effluents aqueux d'origine industrielle.

Le volume des bains de dégraissage contenus dans les machines de dégraissage est supérieur à 30 000 l.

En application de l'arrêté du 29 juin 2004, l'exploitant devra fournir un bilan dans les 10 ans après signature de l'arrêté d'autorisation.

AIR

I - Les machines à laver les pièces métalliques fonctionnent fermées afin de ne pas émettre de vapeur à l'atmosphère. Elles ne sont maintenues ouvertes que pour la manipulation des pièces, pour les opérations concernant la qualité des bains, et les opérations d'entretien. La durée des périodes où les machines sont ouvertes est réduite au minimum.

II - L'exploitant met en œuvre une veille destinée à connaître en permanence la quantité de produits à base de composés organiques volatils utilisés dans l'établissement.

Les rejets à l'atmosphère des composés organiques volatils sont limités à :

- 1 500kg/an et à 2kg/h pour l'ensemble des COV
- 0,1 kg/h pour les composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté du 02 février 1998 (cette liste est jointe en annexe au projet d'arrêté)
- 10g/h pour les substances à phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61

- 0,1 kg/h pour les substances halogénés étiquetés R 40,

A défaut de respecter l'une des conditions ci-dessus, les dispositions imposant le captage et le traitement des rejets de COV seront à mettre en œuvre.

VI - Conclusion

L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par la société MECACHROME, sous réserve de l'application des prescriptions ci-jointes et propose au préfet de la Sarthe de soumettre ce dossier à l'avis des membres du CODERST.